

Texte original

Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Conclu à New York le 15 novembre 2000

Approuvé par l'Assemblée fédérale le 23 juin 2006¹

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 27 octobre 2006

Entré en vigueur pour la Suisse le 26 novembre 2006

(Etat le 3 octobre 2017)

Préambule

Les Etats parties au présent Protocole,

déclarant qu'une action efficace visant à prévenir et combattre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer exige une approche globale et internationale, y compris une coopération, des échanges d'informations et d'autres mesures appropriées, d'ordre social et économique notamment, aux niveaux national, régional et international,

rappelant la résolution 54/212 de l'Assemblée générale du 22 décembre 1999, dans laquelle l'Assemblée a instamment engagé les Etats Membres et les organismes des Nations Unies à renforcer la coopération internationale dans le domaine des migrations internationales et du développement afin de s'attaquer aux causes profondes des migrations, en particulier celles qui sont liées à la pauvreté, et de porter au maximum les avantages que les migrations internationales procurent aux intéressés, et a encouragé, selon qu'il convenait, les mécanismes interrégionaux, régionaux et sous-régionaux à continuer de s'occuper de la question des migrations et du développement,

convaincus qu'il faut traiter les migrants avec humanité et protéger pleinement leurs droits,

tenant compte du fait que, malgré les travaux entrepris dans d'autres instances internationales, il n'y a aucun instrument universel qui porte sur tous les aspects du trafic illicite de migrants et d'autres questions connexes,

préoccupés par l'accroissement considérable des activités des groupes criminels organisés en matière de trafic illicite de migrants et des autres activités criminelles connexes énoncées dans le présent Protocole, qui portent gravement préjudice aux Etats concernés,

également préoccupés par le fait que le trafic illicite de migrants risque de mettre en danger la vie ou la sécurité des migrants concernés,

RO 2006 5899; FF 2005 6269

¹ Art. 1, al. 1, let c, de l'AF du 23 juin 2006 (RO 2006 5859)

rappelant la résolution 53/111 de l'Assemblée générale du 9 décembre 1998, dans laquelle l'Assemblée a décidé de créer un comité intergouvernemental spécial à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée et d'examiner s'il y avait lieu d'élaborer, notamment, un instrument international de lutte contre le trafic et le transport illicites de migrants, y compris par voie maritime,

convaincus que le fait d'adopter à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée² un instrument international contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer aidera à prévenir et à combattre ce type de criminalité,

sont convenus de ce qui suit:

I. Dispositions générales

Art. 1 Relation avec la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

1. Le présent Protocole complète la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Il est interprété conjointement avec la Convention.
2. Les dispositions de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Protocole, sauf disposition contraire dudit Protocole.
3. Les infractions établies conformément à l'art. 6 du présent Protocole sont considérées comme des infractions établies conformément à la Convention.

Art. 2 Objet

Le présent Protocole a pour objet de prévenir et combattre le trafic illicite de migrants, ainsi que de promouvoir la coopération entre les Etats parties à cette fin, tout en protégeant les droits des migrants objet d'un tel trafic.

Art. 3 Terminologie

Aux fins du présent Protocole:

- a) l'expression «trafic illicite de migrants» désigne le fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un Etat partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet Etat;
- b) l'expression «entrée illégale» désigne le franchissement de frontières alors que les conditions nécessaires à l'entrée légale dans l'Etat d'accueil ne sont pas satisfaites;
- c) l'expression «document de voyage ou d'identité frauduleux» désigne tout document de voyage ou d'identité:

² RS 0.311.54

- i) qui a été contrefait ou modifié de manière substantielle par quiconque autre qu'une personne ou une autorité légalement habilitée à établir ou à délivrer le document de voyage ou d'identité au nom d'un Etat, ou
 - ii) qui a été délivré ou obtenu de manière irrégulière moyennant fausse déclaration, corruption ou contrainte, ou de toute autre manière illégale, ou
 - iii) qui est utilisé par une personne autre que le titulaire légitime;
- d) le terme «navire» désigne tout type d'engin aquatique, y compris un engin sans tirant d'eau et un hydravion, utilisé ou capable d'être utilisé comme moyen de transport sur l'eau, à l'exception d'un navire de guerre, d'un navire de guerre auxiliaire ou autre navire appartenant à un gouvernement ou exploité par lui, tant qu'il est utilisé exclusivement pour un service public non commercial.

Art. 4 Champ d'application

Le présent Protocole s'applique, sauf disposition contraire, à la prévention, aux enquêtes et aux poursuites concernant les infractions établies conformément à son art. 6, lorsque ces infractions sont de nature transnationale et qu'un groupe criminel organisé y est impliqué, ainsi qu'à la protection des droits des personnes qui ont été l'objet de telles infractions.

Art. 5 Responsabilité pénale des migrants

Les migrants ne deviennent pas passibles de poursuites pénales en vertu du présent Protocole du fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à son art. 6.

Art. 6 Incrimination

1. Chaque Etat partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement et pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou autre avantage matériel:

- a) au trafic illicite de migrants;
- b) lorsque les actes ont été commis afin de permettre le trafic illicite de migrants:
 - i) à la fabrication d'un document de voyage ou d'identité frauduleux,
 - ii) au fait de procurer, de fournir ou de posséder un tel document;
- c) au fait de permettre à une personne, qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent, de demeurer dans l'Etat concerné, sans satisfaire aux conditions nécessaires au séjour légal dans ledit Etat, par les moyens mentionnés à l'al. b) du présent paragraphe ou par tous autres moyens illégaux.

2. Chaque Etat partie adopte également les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale:

- a) sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique, au fait de tenter de commettre une infraction établie conformément au par. 1 du présent article;
 - b) au fait de se rendre complice d'une infraction établie conformément à l'al. a), à l'al. b) i) ou à l'al. c) du par. 1 du présent article et, sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique, au fait de se rendre complice d'une infraction établie conformément à l'al. b) ii) du par. 1 du présent article;
 - c) au fait d'organiser la commission d'une infraction établie conformément au par. 1 du présent article ou de donner des instructions à d'autres personnes pour qu'elles la commettent.
3. Chaque Etat partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère de circonstance aggravante des infractions établies conformément aux al. a), b) i) et c) du par. 1 du présent article et, sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique, des infractions établies conformément aux al. b) et c) du par. 2 du présent article:
- a) au fait de mettre en danger ou de risquer de mettre en danger la vie ou la sécurité des migrants concernés; ou
 - b) au traitement inhumain ou dégradant de ces migrants, y compris pour l'exploitation.
4. Aucune disposition du présent Protocole n'empêche un Etat partie de prendre des mesures contre une personne dont les actes constituent, dans son droit interne, une infraction.

II. Trafic illicite de migrants par mer

Art. 7 Coopération

Les Etats parties coopèrent dans toute la mesure possible en vue de prévenir et de réprimer le trafic illicite de migrants par mer, conformément au droit international de la mer.

Art. 8 Mesures contre le trafic illicite de migrants par mer

1. Un Etat partie qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un navire battant son pavillon ou se prévalant de l'immatriculation sur son registre, sans nationalité, ou possédant en réalité la nationalité de l'Etat partie en question bien qu'il batte un pavillon étranger ou refuse d'arborer son pavillon, se livre au trafic illicite de migrants par mer peut demander à d'autres Etats parties de l'aider à mettre fin à l'utilisation dudit navire dans ce but. Les Etats parties ainsi requis fournissent cette assistance dans la mesure du possible compte tenu des moyens dont ils disposent.

2. Un Etat partie qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un navire exerçant la liberté de navigation conformément au droit international et battant le pavillon ou portant les marques d'immatriculation d'un autre Etat partie se livre au trafic illicite

de migrants par mer peut le notifier à l'Etat du pavillon, demander confirmation de l'immatriculation et, si celle-ci est confirmée, demander l'autorisation à cet Etat de prendre les mesures appropriées à l'égard de ce navire. L'Etat du pavillon peut notamment autoriser l'Etat requérant à:

- a) arraisonner le navire;
- b) visiter le navire; et
- c) s'il trouve des preuves que le navire se livre au trafic illicite de migrants par mer, prendre les mesures appropriées à l'égard du navire, des personnes et de la cargaison à bord, ainsi que l'Etat du pavillon l'a autorisé à le faire.

3. Un Etat partie qui a pris une des mesures conformément au par. 2 du présent article informe sans retard l'Etat du pavillon concerné des résultats de cette mesure.

4. Un Etat partie répond sans retard à une demande que lui adresse un autre Etat partie en vue de déterminer si un navire qui se prévaut de l'immatriculation sur son registre ou qui bat son pavillon y est habilité, ainsi qu'à une demande d'autorisation présentée conformément au par. 2 du présent article.

5. Un Etat du pavillon peut, dans la mesure compatible avec l'art. 7 du présent Protocole, subordonner son autorisation à des conditions arrêtées d'un commun accord entre lui et l'Etat requérant, notamment en ce qui concerne la responsabilité et la portée des mesures effectives à prendre. Un Etat partie ne prend aucune mesure supplémentaire sans l'autorisation expresse de l'Etat du pavillon, à l'exception de celles qui sont nécessaires pour écarter un danger imminent pour la vie des personnes ou de celles qui résultent d'accords bilatéraux ou multilatéraux pertinents.

6. Chaque Etat partie désigne une ou, s'il y a lieu, plusieurs autorités habilitées à recevoir les demandes d'assistance, de confirmation de l'immatriculation sur son registre ou du droit de battre son pavillon, ainsi que les demandes d'autorisation de prendre les mesures appropriées et à y répondre. Le Secrétaire général notifie à tous les autres Etats parties l'autorité désignée par chacun d'eux dans le mois qui suit cette désignation.

7. Un Etat partie qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un navire se livre au trafic illicite de migrants par mer et que ce navire est sans nationalité ou peut être assimilé à un navire sans nationalité peut l'arraisonner et le visiter. Si les soupçons sont confirmés par des preuves, cet Etat partie prend les mesures appropriées conformément au droit interne et au droit international pertinents.

Art. 9 Clauses de protection

1. Lorsqu'il prend des mesures à l'encontre d'un navire conformément à l'art. 8 du présent Protocole, un Etat partie:

- a) veille à la sécurité et au traitement humain des personnes à bord;
- b) tient dûment compte de la nécessité de ne pas compromettre la sécurité du navire ou de sa cargaison;

- c) tient dûment compte de la nécessité de ne pas porter préjudice aux intérêts commerciaux ou aux droits de l'Etat du pavillon ou de tout autre Etat intéressé;
 - d) veille, selon ses moyens, à ce que toute mesure prise à l'égard du navire soit écologiquement rationnelle.
2. Lorsque les motifs des mesures prises en application de l'art. 8 du présent Protocole se révèlent dénués de fondement, le navire est indemnisé de toute perte ou de tout dommage éventuel, à condition qu'il n'ait commis aucun acte justifiant les mesures prises.
3. Lorsqu'une mesure est prise, adoptée ou appliquée conformément au présent chapitre, il est tenu dûment compte de la nécessité de ne pas affecter ni entraver:
- a) les droits et obligations des Etats côtiers et l'exercice de leur compétence conformément au droit international de la mer; ou
 - b) le pouvoir de l'Etat du pavillon d'exercer sa compétence et son contrôle pour les questions d'ordre administratif, technique et social concernant le navire.
4. Toute mesure prise en mer en application du présent chapitre est exécutée uniquement par des navires de guerre ou des aéronefs militaires, ou d'autres navires ou aéronefs à ce dûment habilités, portant visiblement une marque extérieure et identifiables comme étant au service de l'Etat.

III. Prévention, coopération et autres mesures

Art. 10 Information

1. Sans préjudice des art. 27 et 28 de la Convention, les Etats parties, en particulier ceux qui ont des frontières communes ou sont situés sur des itinéraires empruntés pour le trafic illicite de migrants, pour atteindre les objectifs du présent Protocole, échangent, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, des informations pertinentes concernant notamment:
- a) les points d'embarquement et de destination ainsi que les itinéraires, les transporteurs et les moyens de transport dont on sait ou dont on soupçonne qu'ils sont utilisés par un groupe criminel organisé commettant les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole;
 - b) l'identité et les méthodes des organisations ou groupes criminels organisés dont on sait ou dont on soupçonne qu'ils commettent les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole;
 - c) l'authenticité et les caractéristiques des documents de voyage délivrés par un Etat partie, ainsi que le vol de documents de voyage ou d'identité vierges ou l'usage impropre qui en est fait;
 - d) les moyens et méthodes de dissimulation et de transport des personnes, la modification, la reproduction ou l'acquisition illicites ou tout autre usage

impropre de documents de voyage ou d'identité utilisés dans les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole, et les moyens de les détecter;

- e) les données d'expérience d'ordre législatif ainsi que les pratiques et mesures tendant à prévenir et à combattre les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole; et
- f) des questions scientifiques et techniques présentant une utilité pour la détection et la répression, afin de renforcer mutuellement leur capacité à prévenir et détecter les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole, à mener des enquêtes sur ces actes et à en poursuivre les auteurs.

2. Un Etat partie qui reçoit des informations se conforme à toute demande de l'Etat partie qui les a communiquées soumettant leur usage à des restrictions.

Art. 11 Mesures aux frontières

1. Sans préjudice des engagements internationaux relatifs à la libre circulation des personnes, les Etats parties renforcent, dans la mesure du possible, les contrôles aux frontières nécessaires pour prévenir et détecter le trafic illicite de migrants.

2. Chaque Etat partie adopte les mesures législatives ou autres appropriées pour prévenir, dans la mesure du possible, l'utilisation des moyens de transport exploités par des transporteurs commerciaux pour la commission de l'infraction établie conformément à l'al. a) du par. 1 de l'art. 6 du présent Protocole.

3. Lorsqu'il y a lieu, et sans préjudice des conventions internationales applicables, ces mesures consistent notamment à prévoir l'obligation pour les transporteurs commerciaux, y compris toute compagnie de transport ou tout propriétaire ou exploitant d'un quelconque moyen de transport, de vérifier que tous les passagers sont en possession des documents de voyage requis pour l'entrée dans l'Etat d'accueil.

4. Chaque Etat partie prend les mesures nécessaires, conformément à son droit interne, pour assortir de sanctions l'obligation énoncée au par. 3 du présent article.

5. Chaque Etat partie envisage de prendre des mesures qui permettent, conformément à son droit interne, de refuser l'entrée de personnes impliquées dans la commission des infractions établies conformément au présent Protocole ou d'annuler leur visa.

6. Sans préjudice de l'art. 27 de la Convention, les Etats parties envisagent de renforcer la coopération entre leurs services de contrôle aux frontières, notamment par l'établissement et le maintien de voies de communication directes.

Art. 12 Sécurité et contrôle des documents

Chaque Etat partie prend les mesures nécessaires, selon les moyens disponibles:

- a) pour faire en sorte que les documents de voyage ou d'identité qu'il délivre soient d'une qualité telle qu'on ne puisse facilement en faire un usage impropre et les falsifier ou les modifier, les reproduire ou les délivrer illicitement; et

- b) pour assurer l'intégrité et la sécurité des documents de voyage ou d'identité délivrés par lui ou en son nom et pour empêcher qu'ils ne soient créés, délivrés et utilisés illicitement.

Art. 13 Légalité et validité des documents

A la demande d'un autre Etat partie, un Etat partie vérifie, conformément à son droit interne et dans un délai raisonnable, la légitimité et la validité des documents de voyage ou d'identité délivrés ou censés avoir été délivrés en son nom et dont on soupçonne qu'ils sont utilisés pour commettre les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole.

Art. 14 Formation et coopération technique

1. Les Etats parties assurent ou renforcent la formation spécialisée des agents des services d'immigration et autres agents compétents à la prévention des actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole et au traitement humain des migrants objet de tels actes, ainsi qu'au respect des droits qui leur sont reconnus dans le présent Protocole.

2. Les Etats parties coopèrent entre eux et avec les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les autres organisations compétentes ainsi qu'avec d'autres éléments de la société civile, selon qu'il convient, pour assurer une formation adéquate des personnels sur leur territoire, en vue de prévenir, de combattre et d'éradiquer les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole et de protéger les droits des migrants objet de tels actes. Cette formation porte notamment sur:

- a) l'amélioration de la sécurité et de la qualité des documents de voyage;
- b) la reconnaissance et la détection des documents de voyage ou d'identité frauduleux;
- c) les activités de renseignement à caractère pénal, en particulier ce qui touche à l'identification des groupes criminels organisés dont on sait ou dont on soupçonne qu'ils commettent les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole, aux méthodes employées pour transporter les migrants objet d'un trafic illicite, à l'usage impropre de documents de voyage ou d'identité pour commettre les actes énoncés à l'art. 6 et aux moyens de dissimulation utilisés dans le trafic illicite de migrants;
- d) l'amélioration des procédures de détection, aux points d'entrée et de sortie traditionnels et non traditionnels, des migrants objet d'un trafic illicite; et
- e) le traitement humain des migrants et la protection des droits qui leur sont reconnus dans le présent Protocole.

3. Les Etats parties ayant l'expertise appropriée envisagent d'apporter une assistance technique aux Etats qui sont fréquemment des pays d'origine ou de transit pour les personnes ayant été l'objet des actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole. Les Etats parties font tout leur possible pour fournir les ressources nécessaires, telles que véhicules, systèmes informatiques et lecteurs de documents, afin de combattre les actes énoncés à l'art. 6.

Art. 15 Autres mesures de prévention

1. Chaque Etat partie prend des mesures visant à mettre en place ou renforcer des programmes d'information pour sensibiliser le public au fait que les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole constituent une activité criminelle fréquemment perpétrée par des groupes criminels organisés afin d'en tirer un profit et qu'ils font courir de graves risques aux migrants concernés.
2. Conformément à l'art. 31 de la Convention, les Etats parties coopèrent dans le domaine de l'information afin d'empêcher que les migrants potentiels ne deviennent victimes de groupes criminels organisés.
3. Chaque Etat partie promet ou renforce, selon qu'il convient, des programmes de développement et une coopération aux niveaux national, régional et international, en tenant compte des réalités socioéconomiques des migrations, et en accordant une attention particulière aux zones économiquement et socialement défavorisées, afin de s'attaquer aux causes socioéconomiques profondes du trafic illicite de migrants, telles que la pauvreté et le sous-développement.

Art. 16 Mesures de protection et d'assistance

1. Lorsqu'il applique le présent Protocole, chaque Etat partie prend, conformément aux obligations qu'il a contractées en vertu du droit international, toutes les mesures appropriées, y compris, s'il y a lieu, des mesures législatives, pour sauvegarder et protéger les droits des personnes qui ont été l'objet des actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole, tels que ces droits leur sont accordés en vertu du droit international applicable, en particulier le droit à la vie et le droit de ne pas être soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
2. Chaque Etat partie prend les mesures appropriées pour accorder aux migrants une protection adéquate contre toute violence pouvant leur être infligée, aussi bien par des personnes que par des groupes, du fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole.
3. Chaque Etat partie accorde une assistance appropriée aux migrants dont la vie ou la sécurité sont mises en danger par le fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole.
4. Lorsqu'ils appliquent les dispositions du présent article, les Etats parties tiennent compte des besoins particuliers des femmes et des enfants.
5. En cas de détention d'une personne qui a été l'objet des actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole, chaque Etat partie respecte les obligations qu'il a contractées en vertu de la Convention de Vienne sur les relations consulaires³, dans les cas applicables, y compris l'obligation d'informer sans retard la personne concernée des dispositions relatives à la notification aux fonctionnaires consulaires et à la communication avec ces derniers.

³ RS 0.191.02

Art. 17 Accords et arrangements

Les Etats parties envisagent la conclusion d'accords bilatéraux ou régionaux, d'arrangements opérationnels ou d'ententes visant à:

- a) établir les mesures les plus appropriées et efficaces pour prévenir et combattre les actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole; ou
- b) développer les dispositions du présent Protocole entre eux.

Art. 18 Retour des migrants objet d'un trafic illicite

1. Chaque Etat partie consent à faciliter et à accepter, sans retard injustifié ou déraisonnable, le retour d'une personne qui a été l'objet d'un acte énoncé à l'art. 6 du présent Protocole et qui est son ressortissant ou a le droit de résider à titre permanent sur son territoire au moment du retour.

2. Chaque Etat partie étudie la possibilité de faciliter et d'accepter, conformément à son droit interne, le retour d'une personne qui a été l'objet d'un acte énoncé à l'art. 6 du présent Protocole et qui avait le droit de résider à titre permanent sur son territoire au moment de l'entrée de ladite personne sur le territoire de l'Etat d'accueil.

3. A la demande de l'Etat partie d'accueil, un Etat partie requis vérifie, sans retard injustifié ou déraisonnable, si une personne qui a été l'objet d'un acte énoncé à l'art. 6 du présent Protocole est son ressortissant ou a le droit de résider à titre permanent sur son territoire.

4. Afin de faciliter le retour d'une personne ayant été l'objet d'un acte énoncé à l'art. 6 du présent Protocole et ne possédant pas les documents voulus, l'Etat partie dont cette personne est ressortissante ou dans lequel elle a le droit de résider à titre permanent accepte de délivrer, à la demande de l'Etat partie d'accueil, les documents de voyage ou toute autre autorisation nécessaires pour permettre à la personne de se rendre et d'être réadmise sur son territoire.

5. Chaque Etat partie concerné par le retour d'une personne qui a été l'objet d'un acte énoncé à l'art. 6 du présent Protocole prend toutes les mesures appropriées pour organiser ce retour de manière ordonnée et en tenant dûment compte de la sécurité et de la dignité de la personne.

6. Les Etats parties peuvent coopérer avec les organisations internationales compétentes pour l'application du présent article.

7. Le présent article s'entend sans préjudice de tout droit accordé par toute loi de l'Etat partie d'accueil aux personnes qui ont été l'objet d'un acte énoncé à l'art. 6 du présent Protocole.

8. Le présent article n'a pas d'incidences sur les obligations contractées en vertu de tout autre traité bilatéral ou multilatéral applicable ou de tout autre accord ou arrangement opérationnel applicable régissant, en totalité ou en partie, le retour des personnes qui ont été l'objet d'un acte énoncé à l'art. 6 du présent Protocole.

IV. Dispositions finales

Art. 19 Clause de sauvegarde

1. Aucune disposition du présent Protocole n'a d'incidences sur les autres droits, obligations et responsabilités des Etats et des particuliers en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme et en particulier, lorsqu'ils s'appliquent, de la Convention de 1951⁴ et du Protocole de 1967⁵ relatifs au statut des réfugiés ainsi que du principe de non-refoulement qui y est énoncé.

2. Les mesures énoncées dans le présent Protocole sont interprétées et appliquées d'une façon telle que les personnes ne font pas l'objet d'une discrimination au motif qu'elles sont l'objet des actes énoncés à l'art. 6 du présent Protocole. L'interprétation et l'application de ces mesures sont conformes aux principes de non-discrimination internationalement reconnus.

Art. 20 Règlement des différends

1. Les Etats parties s'efforcent de régler les différends concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole par voie de négociation.

2. Tout différend entre deux Etats parties ou plus concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole qui ne peut être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est, à la demande de l'un de ces Etats parties, soumis à l'arbitrage. Si, dans un délai de six mois à compter de la date de la demande d'arbitrage, les Etats parties ne peuvent s'entendre sur l'organisation de l'arbitrage, l'un quelconque d'entre eux peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en adressant une requête conformément au Statut de la Cour⁶.

3. Chaque Etat partie peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation du présent Protocole ou de l'adhésion à celui-ci, déclarer qu'il ne se considère pas lié par le par. 2 du présent article. Les autres Etats parties ne sont pas liés par le par. 2 du présent article envers tout Etat partie ayant émis une telle réserve.

4. Tout Etat partie qui a émis une réserve en vertu du par. 3 du présent article peut la retirer à tout moment en adressant une notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 21 Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les Etats du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme (Italie) et, par la suite, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'au 12 décembre 2002.

4 RS 0.142.30

5 RS 0.142.301

6 RS 0.193.501

2. Le présent Protocole est également ouvert à la signature des organisations régionales d'intégration économique à la condition qu'au moins un Etat membre d'une telle organisation ait signé le présent Protocole conformément au par. 1 du présent article.

3. Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Une organisation régionale d'intégration économique peut déposer ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation si au moins un de ses Etats membres l'a fait. Dans cet instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, cette organisation déclare l'étendue de sa compétence concernant les questions régies par le présent Protocole. Elle informe également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de sa compétence.

4. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tout Etat ou de toute organisation régionale d'intégration économique dont au moins un Etat membre est partie au présent Protocole. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Au moment de son adhésion, une organisation régionale d'intégration économique déclare l'étendue de sa compétence concernant les questions régies par le présent Protocole. Elle informe également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de sa compétence.

Art. 22 Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, étant entendu qu'il n'entrera pas en vigueur avant que la Convention n'entre elle-même en vigueur. Aux fins du présent paragraphe, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de cette organisation.

2. Pour chaque Etat ou organisation régionale d'intégration économique qui ratifiera, acceptera ou approuvera le présent Protocole ou y adhérera après le dépôt du quarantième instrument pertinent, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de dépôt de l'instrument pertinent par ledit Etat ou ladite organisation ou à la date à laquelle il entre en vigueur en application du par. 1 du présent article, si celle-ci est postérieure.

Art. 23 Amendement

1. A l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, un Etat partie au Protocole peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ce dernier communique alors la proposition d'amendement aux Etats parties et à la Conférence des parties à la Convention en vue de l'examen de la proposition et de l'adoption d'une décision. Les Etats parties au présent Protocole réunis en Conférence des Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un consensus sur tout amendement. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés sans qu'un accord soit intervenu, il

faudra, en dernier recours, pour que l'amendement soit adopté, un vote à la majorité des deux tiers des Etats parties au présent Protocole présents à la Conférence des parties et exprimant leur vote.

2. Les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer, en vertu du présent article, leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres parties au présent Protocole. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

3. Un amendement adopté conformément au par. 1 du présent article est soumis à ratification, acceptation ou approbation des Etats parties.

4. Un amendement adopté conformément au par. 1 du présent article entrera en vigueur pour un Etat partie quatre-vingt-dix jours après la date de dépôt par ledit Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement.

5. Un amendement entré en vigueur a force obligatoire à l'égard des Etats parties qui ont exprimé leur consentement à être liés par lui. Les autres Etats parties restent liés par les dispositions du présent Protocole et tous amendements antérieurs qu'ils ont ratifiés, acceptés ou approuvés.

Art. 24 Dénouciation

1. Un Etat partie peut dénoncer le présent Protocole par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Une telle dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

2. Une organisation régionale d'intégration économique cesse d'être Partie au présent Protocole lorsque tous ses Etats membres l'ont dénoncé.

Art. 25 Dépositaire et langues

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Protocole.

2. L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

(Suivent les signatures)

Champ d'application le 3 octobre 2017⁷

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Afghanistan*	2 février	2017 A	4 mars	2017
Afrique du Sud*	20 février	2004	21 mars	2004
Albanie	21 août	2002	28 janvier	2004
Algérie*	9 mars	2004	8 avril	2004
Allemagne**	14 juin	2006	14 juillet	2006
Angola	19 septembre	2014 A	19 octobre	2014
Antigua-et-Barbuda	17 février	2010 A	19 mars	2010
Arabie Saoudite*	20 juillet	2007	19 août	2007
Argentine	19 novembre	2002	28 janvier	2004
Arménie	1 ^{er} juillet	2003	28 janvier	2004
Australie	27 mai	2004	26 juin	2004
Autriche**	30 novembre	2007	30 décembre	2007
Azerbaïdjan*	30 octobre	2003	28 janvier	2004
Bahamas*	26 septembre	2008	26 octobre	2008
Bahreïn*	7 juin	2004 A	7 juillet	2004
Barbade	11 novembre	2014	11 décembre	2014
Bélarus	25 juin	2003	28 janvier	2004
Belgique*	11 août	2004	10 septembre	2004
Belize	14 septembre	2006 A	14 octobre	2006
Bénin	30 août	2004	29 septembre	2004
Bosnie et Herzégovine	24 avril	2002	28 janvier	2004
Botswana	29 août	2002	28 janvier	2004
Brésil	29 janvier	2004	28 février	2004
Bulgarie	5 décembre	2001	28 janvier	2004
Burkina Faso	15 mai	2002	28 janvier	2004
Burundi	24 mai	2012	23 juin	2012
Cambodge	12 décembre	2005	11 janvier	2006
Cameroun	6 février	2006	8 mars	2006
Canada	13 mai	2002	28 janvier	2004
Cap-Vert	15 juillet	2004	14 août	2004
Chili	29 novembre	2004	29 décembre	2004
Chypre	6 août	2003	28 janvier	2004
Congo (Kinshasa)	28 octobre	2005 A	27 novembre	2005
Corée (Sud)	5 novembre	2015	5 décembre	2015
Costa Rica	7 août	2003	28 janvier	2004
Côte d'Ivoire	8 juin	2017 A	8 juillet	2017
Croatie	24 janvier	2003	28 janvier	2004

⁷ RO 2006 5913, 2008 619 4059, 2009 3867, 2011 3575, 2013 273, 2014 3195, 2017 2099 5687.

Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (www.dfae.admin.ch/traites).

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Cuba*	20 juin	2013 A	20 juillet	2013
Danemark ^a	8 décembre	2006	7 janvier	2007
Djibouti	20 avril	2005 A	20 mai	2005
Dominique	17 mai	2013 A	16 juin	2013
Egypte	1 ^{er} mars	2005 A	31 mars	2005
El Salvador*	18 mars	2004	17 avril	2004
Equateur*	17 septembre	2002	28 janvier	2004
Espagne	1 ^{er} mars	2002	28 janvier	2004
Estonie	12 mai	2004	11 juin	2004
Etats-Unis*	3 novembre	2005	3 décembre	2005
Ethiopie*	22 juin	2012 A	22 juillet	2012
Fidji*	19 septembre	2017 A	19 octobre	2017
Finlande**	7 septembre	2006	7 octobre	2006
France	29 octobre	2002	28 janvier	2004
Gambie	5 mai	2003	28 janvier	2004
Géorgie	5 septembre	2006	5 octobre	2006
Ghana	21 août	2012 A	20 septembre	2012
Grèce*	11 janvier	2011	10 février	2011
Grenade	21 mai	2004 A	20 juin	2004
Guatemala	1 ^{er} avril	2004 A	1 ^{er} mai	2004
Guinée	8 juin	2005 A	8 juillet	2005
Guyana	16 avril	2008 A	16 mai	2008
Haiti	19 avril	2011	19 mai	2011
Honduras	18 novembre	2008 A	18 décembre	2008
Hongrie	22 décembre	2006	21 janvier	2007
Inde	5 mai	2011	4 juin	2011
Indonésie*	28 septembre	2009	28 octobre	2009
Iraq	9 février	2009 A	11 mars	2009
Italie	2 août	2006	1 ^{er} septembre	2006
Jamaïque	29 septembre	2003	28 janvier	2004
Japon	11 juillet	2017	10 août	2017
Kazakhstan	31 juillet	2008 A	30 août	2008
Kenya	5 janvier	2005 A	4 février	2005
Kirghizistan	2 octobre	2003	28 janvier	2004
Kiribati	15 septembre	2005 A	15 octobre	2005
Koweït	12 mai	2006 A	11 juin	2006
Laos*	26 septembre	2003 A	28 janvier	2004
Lesotho	24 septembre	2004	24 octobre	2004
Lettonie	23 avril	2003	28 janvier	2004
Liban	5 octobre	2005	4 novembre	2005
Libéria	22 septembre	2004 A	22 octobre	2004
Libye	24 septembre	2004	24 octobre	2004
Liechtenstein	20 février	2008	21 mars	2008

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
	Adhésion (A)	Déclaration de succession (S)		
Lituanie*	12 mai	2003	28 janvier	2004
Luxembourg	24 septembre	2012	24 octobre	2012
Macédoine	12 janvier	2005	11 février	2005
Madagascar	15 septembre	2005	15 octobre	2005
Malawi*	17 mars	2005 A	16 avril	2005
Mali	12 avril	2002	28 janvier	2004
Malte	24 septembre	2003	28 janvier	2004
Maurice	24 septembre	2003 A	28 janvier	2004
Mauritanie	22 juillet	2005 A	21 août	2005
Mexique	4 mars	2003	28 janvier	2004
Moldova*	16 septembre	2005	16 octobre	2005
Monaco	5 juin	2001	28 janvier	2004
Mongolie	27 juin	2008 A	27 juillet	2008
Monténégro	23 octobre	2006 S	3 juin	2006
Mozambique	20 septembre	2006	20 octobre	2006
Myanmar*	30 mars	2004 A	29 avril	2004
Namibie	16 août	2002	28 janvier	2004
Nauru	12 juillet	2012	11 août	2012
Nicaragua	15 février	2006 A	17 mars	2006
Niger	18 mars	2009 A	17 avril	2009
Nigéria	27 septembre	2001	28 janvier	2004
Norvège	23 septembre	2003	28 janvier	2004
Nouvelle-Zélande ^b	19 juillet	2002	28 janvier	2004
Oman	13 mai	2005 A	12 juin	2005
Panama	18 août	2004	17 septembre	2004
Paraguay	23 septembre	2008 A	23 octobre	2008
Pays-Bas ^c	27 juillet	2005	26 août	2005
Aruba	18 janvier	2007	18 janvier	2007
Partie caraïbe (Bonaire, Sint Eustatius et Saba)	10 octobre	2010	10 octobre	2010
Pérou	23 janvier	2002	28 janvier	2004
Philippines	28 mai	2002	28 janvier	2004
Pologne	26 septembre	2003	28 janvier	2004
Portugal	10 mai	2004	9 juin	2004
République centrafricaine	6 octobre	2006 A	5 novembre	2006
République dominicaine	10 décembre	2007	9 janvier	2008
République tchèque**	24 septembre	2013	24 octobre	2013
Roumanie	4 décembre	2002	28 janvier	2004
Royaume-Uni	9 février	2006	11 mars	2006
Russie	26 mai	2004	25 juin	2004
Rwanda	4 octobre	2006	3 novembre	2006
Saint-Kitts-et-Nevis	21 mai	2004 A	20 juin	2004
Saint-Marin	20 juillet	2010	19 août	2010

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
	Adhésion (A)	Déclaration de succession (S)		
Saint-Vincent-et-les Grenadines	29 octobre	2010	28 novembre	2010
Sao Tomé-et-Principe	12 avril	2006 A	12 mai	2006
Sénégal	27 octobre	2003	28 janvier	2004
Serbie	6 septembre	2001	28 janvier	2004
Seychelles	22 juin	2004	22 juillet	2004
Sierra Leone	12 août	2014	11 septembre	2014
Slovaquie	21 septembre	2004	21 octobre	2004
Slovénie	21 mai	2004	20 juin	2004
Suède	6 septembre	2006	6 octobre	2006
Suisse	27 octobre	2006	26 novembre	2006
Suriname	25 mai	2007 A	24 juin	2007
Syrie*	8 avril	2009	8 mai	2009
Tadjikistan	8 juillet	2002 A	28 janvier	2004
Tanzanie	24 mai	2006	23 juin	2006
Timor-Leste	9 novembre	2009 A	9 décembre	2009
Togo	28 septembre	2010	28 octobre	2010
Trinité-et-Tobago	6 novembre	2007	6 décembre	2007
Tunisie*	14 juillet	2003	28 janvier	2004
Turkménistan	28 mars	2005 A	27 avril	2005
Turquie	25 mars	2003	28 janvier	2004
Ukraine*	21 mai	2004	20 juin	2004
Union européenne*	6 septembre	2006	6 octobre	2006
Uruguay	4 mars	2005	3 avril	2005
Venezuela*	19 avril	2005	19 mai	2005
Zambie	24 avril	2005 A	24 mai	2005
Swaziland	24 septembre	2012	24 octobre	2012

* Réserves et déclarations.

** Objections.

Les * du champ d'application ci-dessus ne comprennent pas les notifications concernant les autorités désignées des Etats parties, en vertu de l'art. 8, par. 6.

Les réserves, déclarations et objections ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais peuvent être consultés à l'adresse du site Internet des Nations Unies:

<http://treaties.un.org/> ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP),

Section des traités internationaux, 3003 Berne

^a Le protocole ne s'applique pas aux îles Féroé et au Groenland.

^b Le protocole ne s'applique pas à Tokélaou.

^c Pour le Royaume en Europe.

Déclaration

Suisse

La Suisse a désigné:

Office suisse de la navigation maritime, Bâle
Nauenstrasse 49
4002 Basel
Tél. +41 61 270 91 20

comme autorité aux fins du par. 6 de l'art. 8 du présent Protocole.